



### FAITS MARQUANTS DU 5EME FORM MONDIAL DE L'EAU: DIMANCHE, 22 MARS 2009

Le 5eme Forum mondial de l'eau a clos ses travaux à Istanbul le dimanche après-midi. Dans la matinée, les ministres se sont réunis dans une session de clôture au cours de laquelle ils ont présenté les résumés des huit sessions de tables rondes, et ont adopté leur déclaration. Les participants à une fête marquant la célébration de la Journée mondiale de l'eau des Nations unies se sont par la suite joints à eux pour la cérémonie de clôture du Forum.



Le personnel du Secrétariat a posé pour une photo à la fin du Forum

### JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU - EAUX TRANSFRONTALIÈRES

**TRANSFRONTALIÈRES:** Les participants ont visionné «une seule eau», documentaire primé, réalisé par Sanjeev Chatterjee et Ali Habashi. Ce film a été tourné dans 14 pays et < peut être téléchargé en ligne à: <<http://1h2o.org/>>.



András Szöllösi-Nagy, Programme international hydrologique

András Szöllösi-Nagy, du Programme international hydrologique, au nom du Directeur général de l'UNESCO, a présenté la table ronde de haut niveau sur «s'adapter aux changements globaux dans les bassins transfrontaliers». Il a indiqué qu'il existe dans le monde 263 lignes de partage des eaux communes et, et 273 aquifères de nappes d'eau souterraines partagées dont dépendent directement 3 milliards d'individus. Il a déclaré que la coopération et la solidarité doivent

être des principes de gouvernance afin que ces populations évitent les conflits liés à l'eau engendrés par une compétition croissante pour le partage des ressources en eau. Il a par la suite souligné de nombreux obstacles de cette coopération, en particulier les divergences conceptuelles et historiques et le manque: des ressources financières, des capacités techniques et institutionnelles, et de volonté politique.

Rhoda Tumusiime, de la Commission de l'union africaine, a souligné que la journée mondiale de l'eau est une occasion unique pour sensibiliser le public sur les liens entre l'eau et

l'environnements, la santé, le développement économique, et pour susciter une réflexion individuelle et collective sur les moyens de réaliser les objectifs convenus au plan international. Notant que la grande partie des ressources en eau transfrontalières est sous utilisée, elle a relevé les initiatives régionales récentes appuyées par la Commission de l'Union africaine et ses partenaires.

Au cours des discussions au sein des tables rondes, les panélistes ont délibéré sur les facteurs clés qui façonneront à l'avenir la gestion de l'eau. Ils ont également débattu des meilleures pratiques dont les pays et les régions peuvent tirer profit pour renforcer l'utilisation durable des eaux transfrontalières. Alfred Duda, du Fonds mondial pour l'environnement (FME) a parlé du rôle du FME et de ses agences partenaires: de la fourniture d'un financement pour les semences, afin de débiter le processus de renforcement de la confiance et de coopération; du soutien technique, et de la facilitation par les tierces parties. Notant que les accords transfrontaliers traitent de plus en plus des questions liées à la variabilité climatique, il a souligné que le soutien du FME peut aider à préparer les organisations des bassins fluviaux à mettre en œuvre plus projets sous l'égide de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Shaddad Attili, Président de l'Autorité palestinienne de l'eau a indiqué raison du conflit dans la région, il n'existe actuellement aucun accord frontalier qui régit le partage par tous les utilisateurs des eaux du Bassin du fleuve Jourdain. Déclarant que l'on dispose d'une capacité suffisante pour gérer ces ressources en eau, il a réitéré la déclaration du Président de l'Autorité. Palestinienne selon laquelle les palestiniens ne devraient pas être forcés d'attendre la signature d'un accord de paix pour accéder à leur portion légitime des ressources en eau transfrontalières. Il a plaidé pour que davantage de pays ratifient la Convention des Nations unies de 1997 sur les cours d'eau pour permettre à celle-ci d'entrer en vigueur.

Le *Bulletin du Forum mondial de l'eau* est une publication de l'Institut international du développement durable (IIDD) <[info@iisd.ca](mailto:info@iisd.ca)>, éditeurs du *Bulletin des Négociations de la terre* © <[enb@iisd.org](mailto:enb@iisd.org)>. Ce numéro a été rédigé et édité par Robynne Boyd, Claudio Chiarolla, Alexandra Conliffe, Tallash Kantai, Wangu Mwangi, Kate Neville, et Anna Schulz. Photographe: Leila Mead. Éditeur numérique: Diego Noguera. Version française: Hélène Kom - révision: Pia M. Kohler, Ph.D. Éditeur: Lisa Schipper, Ph.D. <[lisa@iisd.org](mailto:lisa@iisd.org)>. Directeur du Service d'information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <[kimo@iisd.org](mailto:kimo@iisd.org)>. Le financement de la couverture de cette réunion a été fourni par le Secrétariat du 5ème Forum mondial de l'eau. L'IIDD peut être joint par voie postale au 161 Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; par téléphone au: +1-204-958-7700; et par télécopieur au: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant citation académique appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin* sont transmises à travers notre liste de distribution e-mail (formats HTML et PDF) et sont disponibles en ligne au <<http://www.iisd.ca/>>. Pour tous renseignements sur le *Bulletin*, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du service d'information de l'IIDD par courriel à: <[kimo@iisd.org](mailto:kimo@iisd.org)>, par téléphone à: +1-646-536-7556 et par voie postale au 300 East 56th St., 11A, New York, NY 10022, États-Unis d'Amérique. L'équipe de l'IIDD au 5ème Forum mondial de l'eau peut être jointe par courrier électronique à: <[alexandra@iisd.org](mailto:alexandra@iisd.org)>.



G-D: **Sibylle Vermont**, ECE, Vice-présidente, Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, **Angela Cropper**, Directeur exécutif adjoint, PNUE; et **Shaddad Attili**, Président de l'Autorité palestinienne de l'eau

Sibylle Vermont, Vice-présidente, Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, ECE, a indiqué que la Convention a développé une série de directives et d'instruments techniques pour la gestion des ressources transfrontalières. Elle a ajouté que la Convention encourage la coopération en obligeant les pays à négocier entre eux, des accords bilatéraux et multilatéraux, et à créer des organismes conjoints. Angela Cropper, Directrice adjointe du PNUE, a souligné le rôle de son organisation dans la diffusion des travaux de recherche et de l'information, ainsi que dans le renforcement des capacités institutionnelles.

Anders Berntell, de l'Institut international de l'Eau, Stockholm, a souligné un certain nombre de «divergences» conceptuelles dans la discussion, notamment, le qualificatif «transfrontalière» ou «internationale» appliqué aux eaux, et le principe de souveraineté nationale, ainsi que le principe d'une gouvernance partagée des ressources. Il a plaidé pour que les discussions sur les ressources frontalières tiennent compte non seulement des frontières nationales, mais aussi des lignes de partage fédérales, régionales, ethniques et culturelles.

Lors des discussions sur le rôle des instruments internationaux existants de gestion de conflits relatifs aux ressources transfrontalières, les panélistes ont souligné: l'utilisation d'un cadre commun pour conduire les évaluations d'impacts internationaux tels que celui développé par la Commission économique des Nations unies pour l'Europe; les dispositions de médiation de la Convention des Nations unies sur les cours d'eau et les instruments juridiques internationaux associés; les directives du PNUE pour l'application de la GIRE au niveau transfrontalier; et une «boîte à outils de l'UNESCO sur les méthodes et les pratiques de la gestion des ressources en eau transfrontalières».

En ce qui concerne la question de l'asymétrie du pouvoir et des mécanismes devant assurer une plus grande participation des parties prenantes non gouvernementales dans les accords transfrontaliers, les panélistes ont souligné la nécessité de bâtir des institutions communautaires fortes, de financer les processus consultatifs, de ramener la sensibilisation environnementale et celle relative l'eau dans les programmes scolaires et d'examiner le rôle des médiateurs externes dans la facilitation de contact entre les parties.

Dans ses dernières remarques, le président de l'ONU-Eau a souligné l'implication active des jeunes à Forum, et a relevé le rôle de l'école dans l'éducation d'une nouvelle génération de futurs dirigeants conscients des préoccupations environnementales.

La clôture de la conférence ministérielle du Forum a débuté avec les déclarations des délégués. L'Éthiopie a demandé la suppression de la référence «conformité avec les accords existants» dans le principe No 16 de la Déclaration ministérielle sur les cours d'eau transfrontières.

## LA CLÔTURE DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE

### RÉSUMÉS DES TABLES RONDES

**MINISTÉRIELLES:** Les présidents des huit tables rondes tenues samedi ont résumé les principales conclusions de leurs sessions. La table ronde ministérielle sur «eau douce – zones côtières» a reconnu qu'un cadre juridique international existe déjà sur ce sujet, mais que sa mise en œuvre est faible en raison d'une mauvaise gouvernance. Elle a noté l'importance des initiatives sous-régionales, ainsi que des stratégies internationales pour une gestion intégrée des océanes et des zones côtières.

La table ronde ministérielle sur «réduire l'impact des catastrophes liées l'eau» a souligné la nécessité de: politique solide pour contrer les catastrophes liées à l'eau et réduire le risque; les plans nationaux de gestion des inondations et de la sécheresse; le partage de l'information, la collecte des données et l'harmonisation des indicateurs; ainsi que des actions préventives.

Au cours des discussions de tables rondes sur «construire les passerelles entre l'agenda de l'eau et celui du climat», les délégués ont noté l'importance croissante de l'adaptation, les besoins différents auxquels sont confrontés différentes régions, ainsi que les synergies entre l'atténuation et l'adaptation. Afin de s'adapter au changement climatique, les délégués ont souligné la nécessité critique de: développer des mécanismes de financement pour assurer les investissements; utiliser la sensibilisation du public pour catalyser l'action et investir dans le développement de la science et de la technologie; d'envoyer un message clair que l'eau sera utilisée comme cadre de planification et d'action à la Troisième conférence climatique mondiale en septembre 2009, et lors des négociations sur le changement climatique qui se tiendront à Copenhague en décembre 2009.

Les discussions de la table ronde sur «eau pour l'énergie, énergie pour l'eau», ont souligné entre autres la nécessité de: coordonner et intégrer les secteurs de l'eau et de l'énergie; traiter les usages multiples de l'eau, gérer les ressources des eaux des bassins en utilisant l'approche de GIRE et développer de manière durable, les projets liés à l'eau en utilisant les évaluations des impacts environnementaux. Cette



Des musiciens s'offrent en spectacle la cérémonie de clôture

table ronde a aussi encouragé une plus grande interaction entre le Forum mondial de l'eau, le forum mondial de l'énergie et les processus internationaux traitant des questions d'énergie.

La table ronde ministérielle sur le "financement des infrastructures de l'eau et des services de l'énergie", a souligné l'importance de: développer et mettre en œuvre les plans et les stratégies financières nationales; améliorer la viabilité bancaire des propositions, établir des partenariats publics-privés; et renforcer la capacité nationale pour la planification financière. Elle a aussi souligné que la crise financière ne devrait pas servir d'excuse à l'inaction, mais être plutôt un incitatif pour améliorer l'efficacité.

Au cours des discussions de la table ronde sur "l'eau pour le développement en Afrique", les ministres ont souligné la nécessité de: mécanismes efficaces pour la mise en œuvre et la surveillance de l'avancement des progrès; la rationalisation des questions sectorielles, l'intégration régionale; l'amélioration de la fourniture d'eau et de l'assainissement pas le biais des instruments existants; et l'augmentation du financement pour atteindre les ODM. Les ministres ont également souligné leur engagement pour la mise en œuvre de l'agenda africain sur le développement de l'eau.

À propos de "eau pour l'alimentation et l'éradication de la pauvreté, les ministres ont examiné les aspects intersectoriels de l'eau pour l'agriculture et ont noté que l'agriculture utilise plus d'eau que tout autre secteur. Soulignant la nécessité critique d'accorder la priorité à l'eau pour l'agriculture, les délégués ont discuté des actions suivantes; investir dans la technologie; renforcer les infrastructures; améliorer la coopération, notamment les partenariats sud-sud; améliorer la participation des parties prenantes agricoles dans la prise de décision; traiter du changement climatique et fournir un financement adéquat pour mobiliser et augmenter les investissements.

Dans une présentation de la table ronde sur "au-delà de l'année internationale sur l'assainissement et, mettre en œuvre le droit à l'eau et à l'assainissement, les délégués ont noté que l'année internationale a été un succès pour ce qui est de la sensibilisation, mais qu'il est nécessaire d'adopter des approches novatrices en faveur des pauvres, de développer des politiques nationales et des régimes de financement efficaces, et de mobiliser des ressources pour atteindre les ODM. Le droit à l'eau a été débattu lors de cette session. Les ministres ont déclaré que la question d'un droit à l'accès à l'eau et à l'assainissement a bénéficié d'une attention particulière depuis le 4e forum mondial et qu'il est crucial d'atteindre les ODM. Ils ont aussi indiqué que plusieurs pays ont déjà encadré le droit à l'eau en tant que droit constitutionnel dans leur législation nationale. Plusieurs participants ont souligné que la Déclaration ministérielle d'Istanbul ne reconnaît pas suffisamment un droit humain à l'eau et à l'assainissement, tandis que d'autres ont relevé qu'il était prématuré d'insérer une référence aux obligations existantes des droits humains à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement avant les conclusions du rapport de l'expert indépendant du Conseil du droit de l'homme.

**Réponse des parties prenantes principales aux tables rondes:** Sur la protection d'un droit à l'accès à l'eau et à l'assainissement, une représentante de l'Alliance genre et eau a indiqué que la «Déclaration ministérielle semble reculer dans le temps». Elle a souligné qu'il est du rôle des gouvernements de protéger leurs populations, en particulier les plus vulnérables. Elle a aussi indiqué qu'il est essentiel d'assurer une bonne quantité d'eau gratuite pour chaque individu, ainsi qu'un droit pour chaque enfant d'accéder à un assainissement sécuritaire, tout en prenant en compte les besoins des filles.

Un représentant de Business Action for Water a déclaré que l'eau est essentielle pour les affaires, et les affaires sont essentielles pour l'économie et l'emploi; l'eau, l'énergie et l'alimentation sont inextricablement liées; et que les technologies sont indispensables pour répondre aux problèmes liés à l'eau dans les zones côtières. À propos de financement, il a indiqué que des progrès avaient été réalisés depuis le 4ème Forum mondial sur l'eau.

Les représentants des services publics et des syndicats ont noté la nécessité de tenir des fora tels que le Forum mondial sur l'eau, dans le cadre des Nations unies pour proposer des conclusions contraignantes sur le droit à l'eau et à l'assainissement et ont demandé aux gouvernements d'utiliser les instruments à leur disposition pour fournir un accès durable à l'eau et à l'assainissement. Ils ont aussi examiné le rôle des travailleurs dans le secteur de l'eau.

**ADOPTION OFFICIELLE DE LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE:** L'Inde a relevé qu'il était nécessaire que le Forum envoie un message fort aux négociations des Nations unies sur le changement climatique de 2009, demandant à toutes les nations d'endosser l'obligation d'atténuer les changements climatiques dans le contexte des responsabilités communes mais différenciées, et qu'une action plus déterminée sur le changement climatique doit émerger.

Qualifiant la Déclaration ministérielle et le Consensus d'Istanbul sur l'eau comme étant les deux résultats les plus importants du 5ème Forum mondial de l'eau Veysel Eroğlu, Ministre de l'environnement et de la foresterie de la Turquie, a plaidé pour l'adoption officielle de la Déclaration ministérielle. Il a indiqué que le projet de cette Déclaration, terminé le 4 mars 2009, représentant le produit final d'un très long processus préparatoire, et qu'il n'était pas question d'y revenir comme les demandent certaines délégations. Il a félicité tous ceux qui ont participé à la rédaction du projet de document et a prédit que la Déclaration aboutirait à de bons résultats si elle était adoptée.

La Déclaration ministérielle comporte des engagements pour entre autres:

- Intensifier les efforts pour atteindre les ODM;
- Mettre en œuvre la GIRE dans les bassins fluviaux;
- Améliorer la gestion de la demande en eau; Préserver les flux environnementaux, accroître la résilience et restaurer les écosystèmes
- Prévenir les catastrophes liées à l'eau et y répondre; Accorder à l'eau la qualité de besoin humain essentiel et reconnaître le travail accompli dans le système des Nations unies dans sur le droit humain et l'accès à l'eau; Accorder la priorité à l'eau et à l'assainissement dans la planification du développement; Promouvoir la coopération sur l'utilisation durable et sur la protection des ressources en eau transfrontalières; et Accepter de respecter le droit international sur la protection des ressources en eau pendant les conflits.

Le principe 15 sur l'eau considérée comme un besoin humain essentiel, a récolté le plus d'attention au cours des débats du Forum.

Les représentants de certains pays ont plaidé pour la reconnaissance du droit humain à l'eau et à un assainissement de base, pour la reconnaissance de la valeur culturelle de l'eau et pour l'implication des peuples autochtones dans la gestion de l'eau.



G-D: Oktay Tabasaran, Secrétaire général du 5ème Forum mondial de l'eau, et Veysel Eroğlu, Ministre de l'environnement et de la foresterie, Turquie, qui a partagé un proverbe turc avec les délégués



Délégués des jeunes lors de la cérémonie de culture

**DÉCLARATIONS FINALES:** Ger Bergkamp, Directeur du Conseil mondial de l'eau, a encouragé les gouvernements et les délégués à faire avancer l'agenda mondial de l'eau et a exprimé la disponibilité du CME à aider à la mise en œuvre des engagements pris lors de ce Forum en fournissant un appui pour le développement de la capacité.

Eroğlu a souligné que le Forum a rassemblé plus de 120 pays et a permis d'aboutir à une meilleure compréhension des questions liées à l'eau, tout en élaborant des politiques d'eau pour un développement durable. Il a conclu en soulignant que les décisions prises à ce Forum ainsi que leur mise en œuvre constituent une plate-forme pour «la fraternité, la coopération et la paix.»

## CLOTURE DU FORUM

### LECTURE DE LA DÉCLARATION DU FORUM

**DES JEUNES:** Les délégués des jeunes ont déclaré que leur participation au Forum mondial de l'eau était la résultante de leur capacité et non pas de leur vulnérabilité. Ils ont souligné qu'ils veulent être des partenaires dans le processus et non pas des parties prenantes. Ils ont souligné que le langage de la Déclaration ministérielle aurait dû indiquer plus clairement que l'eau et l'assainissement sont des droits humains.

Par la suite, leurs délégués ont lu la Déclaration des jeunes rédigée par des jeunes provenant de 25 pays. Articulée autour des thèmes du 5ème Forum, cette déclaration indique entre autres que:

- Les recommandations du 5ème Forum devront être transmises aux négociations des Nations unies sur le changement climatique de Copenhague en 2009;
- L'accès à une eau propre, bon marché, sécuritaire et facilement accessible devrait être considéré comme un droit humain essentiel et défini comme tel dans les législations nationales;
- Il n'y a pas de bonne gouvernance sans participation; et
- Les gouvernements devraient mettre en place des mécanismes pour fournir à l'accès à l'eau potable pour toute les populations, quelle que soit leur capacité à payer pour cette eau;
- Les jeunes devraient être impliqués dans les processus de prise de décisions liées à leur éducation et ces processus devraient être sexospécifiques et tenir compte des défis sociaux actuels.

### GRAND PRIX MONDIAL DE L'EAU DE

**KYOTO:** Hitoshi Ohshima, Responsable de la politique environnementale globale du Japon, a présenté le Grand Prix mondial de l'eau de Kyoto, remis à une ONG pour ses activités sur le terrain. William Cosgrove, président du Jury de ce prix, a remarqué que les dix finalistes qui ont présenté leur projet le samedi, ont inclus les femmes et les jeunes dans ces divers projets. Il s'est montré optimiste leur activisme encouragera les politiciens présents à entreprendre aussi des actions concrètes. Il a par la suite remis le prix à Watershed



Lauréat du Grand Prix de l'eau de Kyoto

Organization Trust de l'Inde. Marcella D'Souza a accepté le prix au nom de l'organisation et a déclaré que l'eau doit être une force unificatrice

**DECLARATIONS DE CLOTURE:** Oktay Tabasaran, du 5ème Forum mondial de l'eau, a déclaré que les connaissances acquises et les résultats obtenus lors de ce Forum seront les cadeaux d'Istanbul au monde. Il a souligné la participation équitable des femmes à ce Forum. Il a remercié la Direction des travaux hydrauliques de l'État, Istanbul (DSI), l'Agence de l'eau d'Istanbul, et la municipalité d'Istanbul pour le soutien apporté au Forum, et a félicité l'Agence de l'eau, le CME et les milliers d'individus qui ont collaboré pour faire de ce Forum un succès.

Dans ses dernières remarques, Ben Braga Vice-président du Conseil mondial de l'eau, a noté que les questions relatives à l'eau méritent une nouvelle réflexion et des actions concrètes,



Ben Braga, Vice-président CME

soulignant que le 5ème Forum mondial de l'eau a lancé un nouveau processus caractérisé par une participation ouverte et démocratique et un partage de connaissance. Klaus Toepfer, ancien directeur exécutif du PNUE, a décrit le travail d'organisation du 5ème forum qui a duré trois ans. Il a souligné la «nouvelle entente verte» du PNUE, relevant qu'elle constitue un moyen durable de répondre à la crise économique. Il a félicité les délégués pour avoir souligné l'importance du rôle des femmes dans la gestion de l'eau. Parlant du processus de désertification, il a souligné la nécessité d'inclure les deux questions de l'eau et de la désertification dans un cadre post-Kyoto.

Tomris Türmen, ancien Directeur exécutif de l'Organisation mondiale de la santé, a déclaré que l'eau propre et la destruction des déchets constituent de très grandes découvertes scientifiques. Elle a souligné l'importance de la réalisation des ODM pour assurer un avenir plus durable pour les groupes les plus vulnérables du monde. Hasan Zarikaya, Sous-secrétaire, Ministère de l'environnement et de la foresterie de Turquie, a noté que l'eau peut exister sans nous, mais nous ne pouvons pas exister sans elle». Décrivant la question sur la meilleure manière de gérer l'eau comme le plus grand défi du Forum, il a félicité les délégués pour leur participation transparente et démocratique. Il a noté que le Forum a atteint ses objectifs de placer l'eau sur l'agenda et de partager les meilleures pratiques, et a suggéré que le Conseil de l'eau prépare des indicateurs pour surveiller les actions entreprises par les parties prenantes concernées après Istanbul. Il a déclaré le Forum clos à 13h45.